



# **LE COLLEGE ITINERANT AFRICAIN POUR LA CULTURE ET LE DEVELOPPEMENT**

## *Programme de Base*

### **Consolidation du Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement**



*Un programme Interinstitutionnel  
Régional de Partenariat et de Mise  
en Réseau dans les domaines de la  
Recherche, de la Formation et  
l'Information sur la Culture et le  
Développement en Afrique*



## **TABLE DES MATIERES**

I.	APERÇU DU PROJET .....	2
II.	DESCRIPTION DU PROJET .....	4
	2.1. Contexte et Justification .....	4
	2.2. Objectif Global .....	10
	2.3. Objectif de Développement .....	10
III.	ACTIVITES: OBJECTIFS IMMEDIATS, RESULTATS ATTENDUS ET FORMES D’ ACTION .....	11
IV.	BENEFICIAIRES CIBLES .....	18
V.	RESSOURCES.. ....	19
VI.	PREVISIONS BUDGETAIRES .....	23
VII.	PLAN D’ ACTION .....	25
VIII.	EXAMEN DU PROJET, ELABORATION DES RAPPORTS ET EVALUATION .....	30

## I. APERÇU DU PROJET

**TITRE DU PROJET :** Consolidation du Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement

**DATE PREVUE POUR LE DÉMARRAGE :** Juin 1999

**DURÉE :** Quinze mois

**COORDONNATEUR DU PROJET :** Burama K. SAGNIA  
Coordonnateur

**CONTACT :** Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement  
s/c Institut Africain de Développement Economique et de Planification des Nations Unies (IDEP)

B.P. 3186  
Dakar, SENEGAL

Tel: (221) 823 48 31/ 823 10 20

Fax: (221) 822 29 64

Email: [idep@sonatel.senet.net](mailto:idep@sonatel.senet.net)

**COUT ESTIMATIF DU PROJET:** 329.146,40 Dollars E.U.

## **APERÇU DU PROJET :**

Le but du projet est de s'occuper du volet relatif au développement institutionnel du Collège. Des études techniques seront effectuées afin d'examiner de manière détaillée les modalités et les implications en matière de politiques, en ce qui concerne la création du Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement et sa consolidation pour qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus.

Les études procéderont à un examen détaillé des diverses dimensions du Collège, notamment les aspects politiques, financiers, juridiques, administratifs et techniques. Les données recueillies devront faciliter davantage le dialogue et la consultation avec les experts, les gouvernements africains, les partenaires et les bailleurs de fonds à différents niveaux, dans le cadre des efforts visant à assurer le consensus autour des stratégies, des politiques et des activités du Collège.

Ce consensus permettra à son tour d'accroître le soutien des gouvernements africains qui devront jouer un rôle essentiel dans les activités du Collège, ainsi que l'assistance offerte par les organismes donateurs, les institutions régionales de formation et de recherche en Afrique, les organismes de développement, y compris les OIG et les ONG intervenant en Afrique, et les divers spécialistes dans les différents domaines des sciences sociales.

Pendant sa phase de création, le Collège sera associé à l'UNESCO et à l'IDEP, qui en sont les initiateurs. Cependant, il devra devenir à moyen terme une organisation non gouvernementale (ONG) internationale.

## **II. DESCRIPTION DU PROJET**

### **2.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Pour justifier la création du Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement et sa consolidation pour qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenu, il convient tout d'abord d'identifier le problème à résoudre, de définir ses causes et ses effets, d'examiner sa portée et ensuite de faire des recommandations concrètes concernant les actions à mener. A cet égard, le problème est essentiellement de deux ordres, étant entendu qu'il est axé sur les insuffisances humaines et institutionnelles liées à l'adoption d'approches et de stratégies destinées à engendrer un développement significatif qui réponde aux besoins évolutifs de l'Afrique.

Sur le plan humain, les planificateurs du développement, les directeurs de projets et les décideurs de haut niveau font presque entièrement confiance aux modèles de développement et techniques de planification des pays occidentaux ; cette attitude est l'héritage du colonialisme et de l'éducation occidentale formelle. L'application rigide et aveugle de ces modèles, sans les modifier ou les adapter, ont par conséquent limité leur capacité à étendre les approches qu'ils ont adoptées à la formulation de stratégies, de politiques, et de projets de développement, de manière holistique, participative et intégrée.

Bien que les spécialistes des sciences sociales et les praticiens de l'action culturelle aient, en raison de leurs professions, concentré leurs efforts sur la recherche socio-culturelle, la documentation et sa conservation sous une forme aussi authentique que possible en vue d'améliorer la connaissance, ils n'ont pas réussi à faire en sorte que les résultats de leurs recherches soient plus applicables et pertinents par rapport aux interventions concernant le développement de l'Afrique.

Au plan institutionnel, les insuffisances des établissements d'enseignement supérieur en Afrique et des organisations internationales de développement intervenant en Afrique contribuent au problème de la reconnaissance du rôle de la culture dans le processus de développement. Un inconvénient majeur est que la plupart des universitaires qui dispensent des cours sur les questions du développement et de la culture ont reçu une éducation incomplète au sujet de la dimension culturelle du développement. La plupart ont été formés pour aborder uniquement des problèmes précis ayant trait à la dimension culturelle du développement, mais pas à travers une approche pluridisciplinaire. Parmi les autres facteurs qui entraînent des insuffisances sur le plan institutionnel, il y a notamment l'absence d'urgence manifestée dans les milieux académiques en ce qui concerne l'introduction de ces concepts dans les cours et les programmes d'études ; le manque de coopération entre l'industrie et les cadres supérieurs de l'administration et des institutions académiques; la résistance du corps enseignant et de l'administration au changement à cause du conservatisme, du manque de temps, de l'indisponibilité de matériels d'enseignement appropriés, des contraintes budgétaires et de l'encombrement des programmes d'études.

Les insuffisances institutionnelles sont démontrées par la recherche entreprise au nom de l'UNESCO par Mme Jutta Tagger, sur les institutions engagées dans la recherche et la formation relatives aux dimensions culturelles du développement. L'étude démontre qu'aucune des institutions étudiées ne disposait d'un cours à part entière sur la dimension culturelle du développement, et ce cours n'était nécessaire dans aucune d'entre elles pour obtenir le diplôme. Cette insuffisance pourrait s'expliquer notamment par le fait que le caractère traditionnel de nombre d'universités, d'instituts et de collèges ne facilite pas l'utilisation des compétences relatives à la dimension culturelle du développement au delà des barrières qui s'érigent aux niveaux des départements et des facultés, à moins que certains universitaires ne trouvent un intérêt particulier à le faire.

Les organisations internationales de développement intervenant en Afrique souffrent également d'insuffisances institutionnelles, car il est clair que plus le domaine d'intérêt de ces organisations est spécialisé, et plus il devient nécessaire d'avoir une vision plus large du contexte socio-culturel dans lequel leurs projets sont mis en œuvre. Avec les récentes évolutions de l'environnement économique international, il est désormais impossible de gérer les organisations et entreprises nationales sans tenir compte de l'interdépendance croissante des économies. Donc, pour assurer la bonne gestion des projets et programmes de développement, il est indispensable d'avoir une formation en gestion interculturelle, sous forme d'un ensemble de stratégies et de méthodes de gestion adaptées aux différents contextes culturels.

Les insuffisances institutionnelles précitées ont engendré un déficit regrettable dans les efforts consentis par l'Afrique pour son développement. Ce déficit a souvent abouti à de forts taux d'échec de projets techniquement bien conçus, parce que les besoins des bénéficiaires cibles n'ont pas été pris en compte. C'est ce déficit que devra combler la mise sur pied et la consolidation du Collège Itinérant Africain en créant entre les partenaires essentiels du développement de l'Afrique une collaboration, un partenariat et un consensus au niveau de leurs approches et de leurs stratégies.

Le Collège ne veut pas être un projet d'exécution pour le développement de la capacité humaine et institutionnelle en Afrique, mais plutôt un cadre de collaboration entre les divers partenaires du développement. A ce titre, il ne devra pas être un centre ou un institut disposant de ses propres infrastructures éducatives ou logements ; il sera un organe de coordination et de suivi pour les questions relatives à la culture et au développement en Afrique. Le Collège est une entreprise qui fait œuvre de pionnier ; il devra donc évaluer au fur et à mesure de son exécution, en s'inspirant des meilleures expériences et pratiques. Dans ce processus, le Collège fera appel aux principaux partenaires (les experts individuels, les institutions, les gouvernements, les organisations de développement et les bailleurs de fonds) et proposera une nouvelle forme de partenariat avec eux en vue de la conscientisation.

En définitive, le Collège s'efforcera d'assurer à long terme le développement des capacités humaines et institutionnelles relatives à l'approche culturelle du développement en Afrique, par la promotion d'une politique de développement endogène, holistique, participative et intégrée destinée à améliorer la qualité de la vie et à mettre en valeur le potentiel humain des Africains.



Pour atteindre ces objectifs, les Africains eux mêmes doivent partager un ensemble de convictions importantes :

- Premièrement, l'Afrique ne doit pas être perçue comme un continent pauvre, malgré l'opinion conventionnelle. L'Afrique possède de grandes richesses naturelles qui peuvent être mises en valeur de manière durable avec des dirigeants compétents, des capitaux suffisants, et de meilleures connaissances techniques. Cela permettrait à l'Afrique de rattraper le retard qu'elle accuse sur les autres parties du monde de manière aussi rapide que l'Amérique Latine et l'Asie.
- Deuxièmement, il doit être compris que l'Afrique ne peut jamais être construite par des étrangers, quels que soient les liens émotionnels, culturels, ou personnels qu'ils ont pu établir avec le continent. Il appartient aux africains de jeter les bases d'un nouveau type de partenariat entre le continent et la communauté internationale ;
- Troisièmement, tant que les africains n'auront pas confiance en eux mêmes, en leur culture, ou en leurs capacités et valeurs, jamais ils n'utiliseront pleinement les ressources créatives et l'ingéniosité qui sommeillent en eux ;

- Quatrièmement, les africains doivent s'inspirer des difficultés, des erreurs de l'application rigide des modèles conventionnels de développement, des revers ainsi que des réussites partielles ayant marqué les quatre dernières décennies. Les imperfections et les faiblesses des programmes et plans du passé doivent être analysées par les africains pour en tirer des leçons en vue d'un nouveau démarrage ;
- Cinquièmement, les problèmes de développement de l'Afrique peuvent être aggravés par le détournement et le gaspillage des fonds publics, mais cet état de fait ne modifie pas à lui seul l'image d'ensemble de stratégies de développement erronées et mal conçues. A cet égard, malgré la nécessité des programmes d'ajustement structurel, ces derniers doivent rapidement être remplacés par de nouvelles politiques africaines de développement, qui seront conçues de manière endogène avec la participation totale et le soutien actif des populations africaines, qui constituent les cibles en matière de développement.

En se fondant sur de telles prémisses, le Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement mènera des activités variées qui sont liées à l'objectif de base qu'est le renforcement des capacités humaines et institutionnelles relatives aux dimensions culturelles du développement en Afrique et une plus grande conscientisation du public sur le sujet. Ces activités comprendront notamment : (i) la recherche orientée vers l'action ; (ii) la formation; (iii) la documentation et la publication ; (iv) l'information et l'éducation publiques ; (v) la coopération et la mise en réseau entre les institutions régionales et nationales de recherche et de formation, les gouvernements africains, les spécialistes des

sciences sociales et autres spécialistes individuels, et les organismes de développement ; et (vi) l'assistance technique et la mise en commun des compétences en vue de la conception des stratégies, politiques, plans, programmes et projets de développement selon une approche culturelle.

## **2.2. OBJECTIF GLOBAL**

Veiller à la création et à la consolidation d'un projet qui, progressivement, pourra devenir à moyen terme un programme et une structure auto-entretenus, destinés à stimuler la connaissance et la compétence technique en vue de résoudre les problèmes découlant de la non prise en compte des dimensions culturelles du développement en Afrique.

## **2.3. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT**

Dans le contexte des programmes de redressement économique, augmenter la contribution que peuvent apporter les ressources culturelles à la réalisation des objectifs projetés en termes de développement humain durable pour l'Afrique.

### **III. ACTIVITES: OBJECTIFS IMMEDIATS, RESULTATS ATTENDUS ET FORMES D'ACTION**

#### **3.1. ACTIVITE 1: Etudes techniques (Juin - Nov 1999)**

##### **Objectif Immédiat**

Recruter des experts chargés d'étudier de manière beaucoup plus détaillée les diverses dimensions du Collège Itinérant Africain pour la Culture et le Développement.

##### **Résultat Attendu**

Elaboration et présentation des rapports techniques sur les aspects du Collège que voici : (1) aspect politique, (2) aspect financier, (3) aspect juridique, (4) aspect administratif et (5) aspect technique.

##### **Formes d'Action**

- Elaborer les Termes de Référence de l'étude technique ;
- Faire l'annonce des études;
- Réception, évaluation et dépouillement des candidatures;
- Recrutement des experts;
- Dépôt des plans annotés des études par les experts;
- Evaluation des plans d'études annotés

- Commentaires des pairs et démarrage des études;
  - Dépôt des rapports préliminaires des études;
- 3.2. ACTIVITE 2: Réunion d'évaluation technique**  
(Octobre - Décembre 1999)

### **Objectif Immédiat**

Inviter un groupe de six experts de haut niveau pour procéder à l'examen critique des rapports techniques préliminaires portant sur les diverses dimensions du Collège, en vue d'améliorer la qualité des documents.

### **Résultat Attendu**

Evaluation critique indépendante des rapports afin de garantir leur objectivité professionnelle, leur validité ainsi que la faisabilité des recommandations.

### **Formes d'Action**

- Identifier les participants ;
- Distribuer les rapports aux différents participants ;
- Finaliser les aspects logistiques liés à la réunion – lieu, transport, indemnité quotidienne de subsistance;
- Convoquer la réunion d'évaluation technique ;
- Compiler, mettre en forme, faire traduire et imprimer le rapport de la réunion.

### **3.3. ACTIVITE 3: Mise au point d'une stratégie et d'un plan à moyen terme (Nov. 1999-Avril 2000)**

#### **Objectif Immédiat**

Recruter un consultant qui s'appuiera sur les cinq rapports techniques et le rapport de la réunion d'évaluation technique pour mettre au point une stratégie et un plan à moyen terme pour le Collège (2000-2005), en précisant le calendrier des activités importantes ainsi que les besoins en ressources financières et humaines destinées à faire du Collège un programme et une structure auto-entretenus.

#### **Résultats Attendus**

Mise au point, traduction et publication de la stratégie et du plan à moyen terme (2000-2005)

#### **Formes d'Action**

- Elaborer les Termes de Référence du Consultant ;
- Faire l'annonce de la Consultation;
- Réception, évaluation et dépouillement des candidatures;
- Choix du Consultant;
- Dépôt par le Consultant du plan annoté de la stratégie et du plan;

- Exécution de l'Etude;
- Dépôt du rapport;
- Evaluation du rapport par le groupe des pairs ;
- Mise en forme, traduction et publication du Rapport Final.

### **3.4. ACTIVITE 4: Réunion Consultative des Bailleurs de Fonds et des Partenaires (Avril-Juin 2000)**

#### **Objectif Immédiat**

Constituer un forum permettant la consultation et le développement d'un consensus sur les stratégies, politiques, objectifs et activités du Collège entre les gouvernements africains, les institutions régionales de recherche et de formation, les organismes de développement intervenant en Afrique, les organisations sous-régionales, les organismes du système des Nations-Unies, les bailleurs de fonds, les partenaires, les spécialistes des sciences sociales et autres spécialistes individuels.

#### **Résultat Attendu**

- Diffuser l'information relative aux diverses dimensions du Collège comme moyen de sensibilisation des décideurs de haut niveau en Afrique, des bailleurs de fonds et des institutions de formation et de recherche.

- Obtenir le soutien des gouvernements africains, des bailleurs de fonds, des institutions régionales de recherche et de formation, des organismes de développement et des Experts.
- Bénéficier d'une assistance pour la mise en place de mécanismes d'exécution.

### **Formes d'Action**

- Identifier les participants ;
- Procéder à la distribution des documents – les rapports techniques sur les aspects politiques, financiers, juridiques, administratifs et techniques du Collège ; le rapport de la réunion d'évaluation technique ; la stratégie et le plan à moyen terme ; le prospectus ; les documents de projets spécifiques; et le rapport d'évaluation de la phase expérimentale;
- Finaliser les aspects logistiques de la réunion --- lieu, transport, indemnité quotidienne de subsistance, etc. ;
- Convoquer la réunion technique;
- Organiser la réunion;
- Examiner les documents;
- Déclarations et promesses de soutien --- moral, matériel, institutionnel, en espèces et en nature.



### **3.5. ACTIVITE 5: Comité de Suivi (Juin-Août 2000)**

#### **Objectif Immédiat**

Assurer le suivi des recommandations, des résolutions, des conclusions et des directives de la réunion consultative des bailleurs de fonds et des partenaires en vue de la consolidation du Collège afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus.

#### **Résultat Attendu**

- Elaboration, traduction et impression du rapport de la réunion consultative et large diffusion auprès des partenaires et des bailleurs de fonds ;
- Formalisation des relations avec les institutions collaboratrices ;
- Approbation formelle du Collège par les gouvernements africains;
- Mobilisation du soutien dont le projet a besoin auprès des bailleurs de fonds;
- Création des mécanismes requis pour faciliter la mise en œuvre des recommandations et directives de la réunion consultative portant sur la consolidation du Collège afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus ;

## **Formes d'Action**

- Procéder à la publication du rapport de la réunion consultative et des autres documents pertinents et à leur distribution : aux bailleurs de fonds et aux partenaires ; à la réunion des ministres de la culture, de l'éducation et du développement de l'OUA et au sommet de l'OUA; à la réunion ministérielle de la CEA ; à la réunion du conseil d'administration de la BAD ; aux réunions ministérielles et des chefs de gouvernements des organisations sous-régionales ; aux institutions du système des Nations Unies en Afrique ; aux institutions de formation et de recherche et aux organisations de développement (OIG et ONG) ;
- Obtenir l'approbation officielle des gouvernements africains ;
- Mobiliser et formaliser le soutien et le financement des bailleurs de fonds en faveur du Collège en veillant au suivi des promesses de soutien, et rechercher l'assistance d'autres bailleurs de fonds potentiels ;
- Formaliser la participation des institutions de recherche et de formation au système de mise en réseau du Collège au niveau régional;
- Mobiliser l'assistance en vue de créer les mécanismes requis pour assurer la mise en œuvre des recommandations et résolutions de la réunion consultative portant sur la création et la consolidation du projet afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus ;

- Evaluation de l'activité ; publication et distribution des rapports d'évaluation aux bailleurs de fonds, aux partenaires et aux gouvernements africains.

#### **IV. BENEFICIAIRES CIBLES**

En tant qu'organe de coordination et de suivi chargé d'assurer le renforcement des capacités institutionnelles et humaines ainsi qu'une plus grande prise de conscience du public à propos de la culture et du développement en Afrique, les bénéficiaires du Collège dans les années à venir devront appartenir aux grandes catégories suivantes :

1. Institutions régionales de recherche et de formation ;
2. Universités ;
3. Organismes de développement intervenant en Afrique (y compris les OIG et les ONG) ;
4. Organes de presse et professionnels des média en Afrique ;
5. Responsables et décideurs de haut niveau en Afrique (y compris les hommes politiques) ;
6. Planificateurs du développement, directeurs de projets, administrateurs de programmes et agents de vulgarisation ;
7. Professionnels et experts spécialistes des différentes branches des sciences sociales ;
8. Organismes donateurs qui investissent dans le développement de l'Afrique ;

9. Activistes du développement à la base ;
10. Entrepreneurs et représentants du secteur privé ;

## **V. RESSOURCES**

Pour la réalisation du projet, les ressources suivantes sont nécessaires :

### **Dépenses Relatives à la Coordination et au Suivi (Juin 1999-Sept 2000)**

- L'indemnité de coordination destinée au Coordonnateur du projet est estimée à 30.000 \$ E.U au taux de 2.000 \$ E.U. par mois pour une période de quinze mois (la durée de vie du projet) ;
- L'indemnité de promotion destinée à la Secrétaire du projet est estimée à 3.000 \$ E.U. au taux de 200 \$ E.U. par mois pour une période de quinze mois;

Le montant total prévu pour améliorer la coordination et le suivi du projet s'élève à 33.000 \$ E.U.

### **Etudes Techniques (Juin-Novembre 1999)**

Les dépenses relatives au recrutement de trois experts à raison de 15.000 \$ E.U. par mois, comprenant les honoraires, les billets d'avion, les indemnités quotidiennes de subsistance, l'impression des rapports, et les frais divers, sont estimées à un montant total de 45.000 \$ E.U.

## **Réunion d'Evaluation Technique (Décembre 1999)**

Le financement de la participation de neuf experts et spécialistes de haut niveau est estimé à 6.300 \$ E.U. pour sept jours d'indemnités journalières de subsistance (DSA) au taux de 100 \$ E.U. ; 13.500 \$ E.U. pour les billets d'avion aller/retour de neuf experts à raison de 1.500 \$ E.U. chacun ; 9.000 \$ E.U. pour les honoraires de neuf experts à raison de 200 \$ E.U. par jour pour une période de cinq jours ; et 3.000 \$ E.U. pour la traduction et l'impression des rapports. Les trois experts auteurs des rapports portant sur les diverses dimensions du Collège participeront à la réunion d'évaluation pour défendre leurs rapports. Par ailleurs, ils devront procéder à la révision des rapports à la lumière des commentaires et propositions découlant de la réunion d'évaluation.

Le coût total lié à l'organisation de la réunion d'évaluation technique est estimé à 31.800 \$ E.U.

## **Mise au Point de la Stratégie et du Plan à Moyen Terme (Novembre 1999-Avril 2000)**

- Le coût du consultant est estimé à 10.000 \$ E.U., y compris le billet d'avion, les honoraires, les indemnités journalières de subsistance, le coût d'impression du rapport et les frais divers ;
- Le coût de l'examen du rapport par les Pairs est estimé à 5.000 \$ E.U.

Le coût total de la mise au point de la stratégie et du plan à moyen terme est estimé à 15.000 \$ E.U.

## **Réunion Consultative des Partenaires et Bailleurs de Fonds (Juin 2000)**

Pour financer la participation de trente décideurs de haut niveau provenant des administrations africaines, responsables d'institutions régionales de recherche et de formation, professionnels et spécialistes des sciences sociales, le coût est estimé à 15.000 \$ E.U. pour cinq jours d'indemnités journalières de subsistance (DSA) ; 45.000 \$ E.U. sous forme de billets d'avion au taux de 1.500 \$ E.U. ; 20.000 \$ E.U. pour l'impression et la distribution des documents.

Le coût total de l'organisation de la réunion consultative des partenaires et bailleurs de fonds est estimé à 80.000 \$ E.U. Ce montant est calculé sur la base du principe selon lequel les bailleurs de fonds, les organismes régionaux et sous régionaux ainsi que les institutions du système des Nations Unies financeront eux mêmes la participation de leurs représentants.

## **Dépenses du Comité de Suivi (Juin-Août 2000)**

Les dépenses du Comité de Suivi concernant les activités relatives à l'impression et à la distribution du rapport de la réunion consultative, aux contacts avec les gouvernements africains ainsi que les organisations régionales et sous régionales, à la mobilisation du soutien financier des bailleurs de fonds et à la mise en place des mécanismes d'exécution.

Il est prévu un montant de 60.000 \$ E.U. pour couvrir les activités de trois experts qui travailleront à plein temps pendant trois mois au taux mensuel de 5.000 \$ E.U. par personne, soit au total 15.000 \$ E.U. par mois pour les trois consultants et 45.000 \$ E.U. pour les trois mois. Un montant supplémentaire de 15.000 \$ E.U. est prévu pour couvrir les frais de fonctionnement du comité pendant trois mois.

### **Fonds de Réserve**

Estimé à treize pourcent du budget total du projet, soit 26.480 \$ E.U., le fonds de réserve devra servir à couvrir les faux frais divers d'ordre administratif et opérationnel liés au projet.

### **Frais Généraux d'Ordre Administratif Payables à l'IDEP**

Etant donné que le Collège est mis en place à l'IDEP, il est fait recours aux services de plusieurs membres du personnel pour assurer diverses fonctions administratives et financières du Collège. Normalement, dix pourcent du budget total des projets implantés à l'IDEP sont dégagés pour permettre à ces derniers de faire face aux frais généraux. Cette somme s'élève à 26.480 dollars E.U.

Par conséquent, le coût total prévu pour assurer l'exécution du projet s'élève à 329.146,40 dollars E.U. pour une période de quinze mois.

## VI. PREVISIONS BUDGETAIRES

ACTIVITES	PREVISIONS (\$ E.U.)
<b>DEPENSES RELATIVES A LA COORDINATION ET AU SUIVI (15 mois)</b>	
a. Coordonnateur – 2.000 \$ E.U. X 15 mois (indemnité de coordination)	30.000 \$ E.U.
b. Secrétaire- 200 \$ E.U. X 15 mois (indemnité de promotion)	3.000 \$ E.U.
<b>Total partiel: Dépenses relatives à la Coordination et au suivi</b>	<b>33.000 \$ E.U.</b>
<b>ETUDES TECHNIQUES (6 mois)</b>	
Trois experts (honoraires et autres frais)	45.000 \$ E.U.
<b>Total partiel: Etudes Techniques</b>	<b>45.000 \$ E.U.</b>
<b>REUNION D'EVALUATION TECHNIQUE (5 jours)</b>	
a. DSA - (9 experts et spécialistes X 100 \$EU X 7 jours)	6.300 \$ E.U.
b. Billets d'avion – 1.500 \$EU X 9 (experts et spécialistes)	13.500 \$ E.U.
c. Honoraires 200 \$EU X 9 (experts et spécialistes) X 5 jours	9.000 \$ E.U.
d. Impression des documents	3.000 \$ E.U.
<b>Total partiel: Réunion d'Evaluation Technique</b>	<b>31.800 \$ E.U.</b>
<b>MISE AU POINT DE LA STRATEGIE ET DU PLAN A MOYEN TERME (2000-2005)</b>	
a. Consultant (honoraires et autres frais)	10.000 \$ E.U.
b. Examen du plan par les Pairs	5.000 \$ E.U.
<b>Total partiel: Mise au point. de la stratégie du plan à moyen terme</b>	<b>15.000 \$ E.U.</b>
<b>REUNION CONSULTATIVE DES BAILLEURS DE FONDS ET DES PARTENAIRES (5 jours)</b>	
a. DSA –100 \$E.U. X 30 participants X 5 jours	15.000 \$EU
b. Billets d'avion - 1,500 \$E.U. X 30 participants	45.000 \$EU
c. Impression et distribution des documents	20.000 \$EU
<b>Total partiel: Réunion consultative des bailleurs de fonds et des partenaires</b>	<b>80.000 \$EU</b>



ACTIVITES	PREVISIONS (\$ E.U.)
<p><b>COMITE DE SUIVI (3 mois)</b></p> <p>Trois experts qui travaillent à plein temps pour trois mois en vue d'entreprendre les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Elaborer, faire traduire, publier et distribuer le rapport de la réunion consultative des bailleurs de fonds et des partenaires.</li> <li>b. Formaliser les relations avec les organisations régionales et sous-régionales et les gouvernements africains.</li> <li>c. Mobiliser et formaliser le soutien financier et le partenariat des bailleurs de fonds.</li> <li>d. Mettre en place des mécanismes nécessaires pour assurer la consolidation du Collège afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus.</li> <li>e. Formaliser la participation des institutions de recherche et de formation au système de mise en réseau du Collège.</li> </ul> <p><b>Total partiel: Dépenses du Comité de Suivi</b></p>	<p><b>60.000 \$ E.U.</b></p>
<p><b>BUDGET TOTAL</b></p> <p><b>FONDS DE RESERVE (13%)</b> (Achat de bloc-notes et accessoires informatiques pour le Coordonnateur à 5.000 dollars E.U., d'une machine à écrire électronique à 3.000 \$ E.U., une machine de reliure en anneaux et accessoires à 2.000 \$ E.U. et autres frais administratifs divers)</p> <p>Frais Généraux d'ordre administratif payables à l'IDEP (10%)</p>	<p><b>264.800 \$ E.U.</b></p> <p><b>37.866,40 \$ E.U.</b></p> <p><b>26.480 \$ E.U.</b></p>
<p><b>TOTAL GLOBAL DU BUDGET</b></p>	<p><b>329.146,40 \$ EU</b></p>

## VII. PLAN D'ACTION

ACTIVITES	OBJECTIFS IMMEDIATS	RESULTATS ATTENDUS	FORMES D'ACTION	RESPONSABLES	DATES
Etudes techniques	Recruter 3 experts pour procéder à un examen très détaillé des diverses dimensions du Collège.	Publication de rapports techniques sur les aspects politiques, financiers, juridiques de gestion et techniques du Collège.	1. Projet de termes de référence pour les études.	Coordonnateur	Juin 1999
			2. Faire l'annonce des études.	Coordonnateur/ Comité de Sélection	Juin 1999
			3. Réception, évaluation et dépouillement des candidatures.	Coordonnateur	Juil. 1999
			4. Recrutement des experts.	Experts	Août 1999
			5. Dépôt du plan annoté de l'étude et des questionnaires détaillés.	Groupe des "pairs"	Août 1999
			6. Etude des plans et des questionnaires.	Experts	Août 1999
			7. Exécution de l'étude.	Experts	Nov 1999
			8. Dépôt des rapports.	Coordonnateur/ Groupe des "pairs"	Nov 1999
			9. Mise au point, traduction, impression et distribution des rapports.		

ACTIVITES	OBJECTIFS IMMEDIATS	RESULTATS ATTENDUS	FORMES D'ACTION	RESPONSABLES	DATES
Evaluation technique	Inviter 9 spécialistes de haut niveau y compris les 3 experts pour qu'ils procèdent à l'examen critique des rapports techniques portant sur les diverses dimensions du Collège	Evaluation critique indépendante de rapports entrepris afin de garantir leur objectivité professionnelle, leur validité ainsi que la faisabilité de leurs recommandations.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identification des participants.</li> <li>2. Distribution des rapports.</li> <li>3. Dispositions logistiques.</li> <li>4. Organisation de la réunion.</li> <li>5. Mise au point, traduction et impression du rapport.</li> </ol>	Coordonnateur  Coordonnateur Coordonnateur Spécialistes Coordonnateur/Groupe des "Pairs"	Oct 1999  Nov. 1999 Nov. 1999 Déc. 1999 Déc. 1999

ACTIVITES	OBJECTIFS IMMEDIATS	RESULTATS ATTENDUS	FORMES D'ACTION	RESPONSABLES	DATES
Mise au point d'une stratégie et d'un plan à moyen terme	Recruter un consultant chargé de mettre au point un plan stratégique à moyen terme.	Mise au point et impression du plan stratégique à moyen terme.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet de termes de référence pour l'étude.</li> <li>2. Faire l'annonce de la consultation.</li> <li>3. Réception, évaluation et dépouillement des candidatures.</li> <li>4. Choisir le consultant.</li> <li>5. Rédiger le plan annoté de la stratégie.</li> <li>6. Etude exécutée.</li> <li>7. Déposer le rapport.</li> <li>8. Evaluer le plan</li> <li>9. Mettre au point, faire traduire et imprimer.</li> </ol>	<p>Coordonnateur</p> <p>Coordonnateur</p> <p>Coordonnateur</p> <p>Directeur-IDEP/Coordonnateur-AICCD Consultant</p> <p>Consultant</p> <p>Consultant</p> <p>Consultant</p> <p>Groupe des "Pairs"/ Coordonnateur AICCD</p>	<p>Nov. 1999</p> <p>Déc. 1999</p> <p>Jan 2000</p> <p>Jan 2000</p> <p>Fév. 2000</p> <p>Fév. 2000</p> <p>Mars 2000</p> <p>Avr. 2000</p> <p>Avr. 2000</p>

ACTIVITES	OBJECTIFS IMMEDIATS	RESULTATS ATTENDUS	FORMES D'ACTION	RESPONSABLES	DATES
Réunion consultative des bailleurs de fonds et des partenaires	Prévoir à l'intention des bailleurs de fonds, des partenaires et des gouvernements africains un forum pour la consultation et le renforcement du consensus, sur les stratégies, les politiques, les objectifs, les plans et les activités du Collège.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Propager les informations comme moyen de sensibilisation des décideurs de haut niveau en Afrique.</li> <li>2. Obtenir le soutien des gouvernements africains, des bailleurs de fonds, des institutions et des experts.</li> <li>3. Bénéficier d'une assistance pour la mise en place de mécanismes d'exécution.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identifier les participants</li> <li>2. Procéder à la distribution des documents.</li> <li>3. Finaliser les aspects logistiques.</li> <li>4. Organiser la réunion.</li> </ol>	<p>Comité d'organisation Coordonnateur</p> <p>Comité d'organisation</p> <p>Comité d'organisation</p>	<p>Avr. 2000</p> <p>Mai 2000</p> <p>Mai 2000</p> <p>Juin 2000</p>

ACTIVITES	OBJECTIFS IMMEDIATS	RESULTATS ATTENDUS	FORMES D'ACTION	RESPONSABLES	DATES
Formation d'un Comité de Suivi	Assurer le suivi des recommandations, des résolutions, des conclusions et des directives de la réunion consultative des bailleurs de fonds et des partenaires en vue de la consolidation du Collège afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus.	1. Elaboration, traduction, impression du rapport de la réunion consultative et large diffusion auprès des partenaires et des bailleurs de fonds.	1. Procéder à l'élaboration, la traduction, l'impression et la distribution auprès des partenaires du rapport final de la réunion consultative.	Comité de suivi	Juin 2000
		2. Approbation formelle du Collège par les gouvernements Africains.	2. Obtenir l'approbation formelle des gouvernements africains.	Comité de suivi	Juin-Août 2000
		3. Mobilisation du soutien dont le projet a besoin auprès des bailleurs de fonds.	3. Mobiliser le soutien des bailleurs des fonds.	Comité de suivi	Juin-Août 2000
		4. La création des mécanismes requis pour faciliter la mise en œuvre des recommandations et des directives de la réunion consultative.	4. Mettre en place les mécanismes requis en vue de la consolidation du Collège afin qu'il devienne un programme et une structure auto-entretenus.	Comité de suivi	Juil-Août 2000

## **VIII. EXAMEN DU PROJET, ELABORATION DES RAPPORTS ET EVALUATION**

Le projet fera l'objet de rapports trimestriels sur les résultats de la mise en œuvre.

Un rapport final sera élaboré ; il comportera un compte rendu de la réalisation du projet et un état financier concernant l'utilisation des fonds du projet.